

# Lettre économique et financière Japon-Corée



27 février 2009

## Accords de libre-échange avec l'Union européenne : la Corée en avance sur le Japon

### JAPON

#### Vers un accord d'intégration économique entre le Japon et l'Union européenne ?

Le projet a été lancé par l'organisation patronale Keidanren au lendemain de l'annonce d'ouverture de négociations entre l'Union européenne et la Corée du Sud. L'idée d'un accord de libre échange UE-Japon – devenu depuis « Accord d'intégration économique (AIE) » est soutenue par le METI et le MOFA.

- **Le projet d'accord UE-Japon est né de la crainte japonaise de se voir supplanté par la Corée du Sud sur le marché européen**

L'ouverture de négociations entre l'UE et la Corée du Sud pour la conclusion d'un accord de libre échange (ALE) semble avoir été un choc pour le monde japonais des affaires. Les deux pays sont concurrents dans les secteurs de l'automobile et des biens électroniques et la réduction des droits de douanes dans ces secteurs pourrait donner un avantage aux Coréens. L'organisation patronale *Keidanren*, qui réunit la plupart des grandes entreprises japonaises exportatrices, a réagi en demandant l'ouverture de négociations similaires avec le Japon. Le METI, ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie, est désormais acquis à cette perspective et presse la Commission de définir un calendrier pour l'ouverture des négociations.

- **L'European Business Council, chambre de commerce européenne au Japon, est un soutien fervent du projet**

L'idée initialement proposée par l'organisation patronale Keidanren d'un accord de libre échange entre le Japon et l'UE a été jugée inadaptée aux problématiques d'accès au marché par les entreprises européennes implantées dans l'Archipel et réunies au sein de l'*European Business Council* (EBC). Partant du fait que l'essentiel des barrières à l'accès au marché japonais est de nature non tarifaire, Richard Collasse, ancien président de l'EBC – également président de Chanel Japon – a proposé un accord d'intégration économique ou AIE, terminologie qui permet de prendre en compte des sujets plus politiques (coopération en matière d'environnement, de droit de la concurrence ou de propriété intellectuelle) et dans lequel seraient également traitées les questions relatives aux normes et standards.

- **Business Europe et le MEDEF sont plus réservés**

Lors du sommet UE-Japon qui s'est tenu à Bruxelles en juin 2007, les deux parties ont approuvé la proposition du *Business Dialogue Round Table* (BDRT - rencontre des communautés d'affaires de l'UE et du Japon) de mener, au sein d'un groupe de travail spécifique, une consultation préalable sur le sujet. Mais la présentation des résultats de ces travaux en juillet 2008 à Tokyo n'a pas permis de délivrer un signal clair des milieux d'affaires quant à l'opportunité d'un accord d'intégration économique. En dépit de l'enthousiasme de l'*European Business Council* et de la communauté d'affaires à Tokyo, le patronat européen et l'association *Business Europe* restent très réservés sur l'idée d'un accord, et excluent d'aborder la question tarifaire dans le cadre d'une négociation avec le Japon. Cette position est

reflétée par le MEDEF qui, dans une recommandation sur le projet, déclare que « les entreprises françaises sont favorables à un accord UE-Japon à condition que soit écartée toute négociation sur les tarifs car celle-ci doit se dérouler dans le cadre des négociations menées à l'OMC. Un tel accord doit se limiter au renforcement de la coopération réglementaire ».

- **La Commission adopte une position d'attente**

De son côté, la Commission émet des réserves quant à la conclusion trop rapide d'un accord d'intégration économique avec le Japon, notamment pour ne pas entraver les négociations à Genève. Elle souligne que de nombreux problèmes restent à l'agenda du dialogue réglementaire entre l'UE et le Japon et qu'il faut les résoudre avant d'aller plus loin. Elle souhaiterait progresser sur certains dossiers emblématiques (secteur médical, additifs alimentaires) afin de disposer de *success stories* qui auraient un effet démonstratif pour emporter la conviction des milieux d'affaires et pour fixer une méthode de travail sur la levée des barrières non tarifaires. A l'insistance des Japonais, le sujet d'un AIE devrait être mentionné lors du prochain sommet UE-Japon qui devrait avoir lieu à Prague en mai 2009. L'état d'avancement de l'accord UE-Corée du Sud restera une référence pour les deux parties.

- **Le Japon a signé 11 accords de partenariat économique et vise à réaliser 25% des ses échanges bilatéraux avec des pays signataires d'un APE en 2010.**

Depuis la conclusion en 2002 d'un accord de partenariat économique (ou APE, selon la dénomination japonaise) avec Singapour, le Japon a conclu 11 accords dont le dernier, avec la Suisse, vient d'être signé en février 2009. Certaines négociations, avec les pays d'Asie du Sud-Est (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Brunei, Indonésie, Vietnam ainsi que ASEAN), le Mexique et le Chili, ont pu déboucher rapidement sur la signature d'un accord. D'autres, avec l'Australie, l'Inde ou la Corée du Sud, ont soulevé davantage de difficultés et n'ont pu aboutir à ce jour. Enfin, il existe des chaînons manquants dans le maillage formé par les accords conclus dans la région : le Japon a jusqu'à présent toujours écarté l'option d'un APE avec la Chine, préférant inclure le géant chinois dans des projets d'accords régionaux en format ASEAN+6 ou dans le cadre d'un accord tripartite avec la Corée du Sud.

- **Pour le Japon, les APE sont compatibles avec la libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC, mais l'engagement de négociations avec les Etats-Unis et l'UE pourrait faire basculer dans une autre logique.**

Les responsables du ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) insistent sur la complémentarité entre la stratégie de maillage des relations bilatérales par des APE et la

libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC : les APE conclus par le Japon couvrent davantage de sujets que les matières traitées à l'OMC (investissements, propriété intellectuelle, échanges de personnels, coopération technique...), ils préparent l'ouverture dans un cadre multilatéral en affaiblissant les partisans du protectionnisme, et ils contribuent à l'intégration régionale au sein de la zone Asie-Pacifique. Certains universitaires émettent cependant des critiques : la multiplication des accords de libre échange crée un effet d'enchevêtrement (« noodle bowl effect »), l'addition des règles d'origine complique les démarches administratives, et la libéralisation des échanges agricoles est le plus souvent exclue du périmètre des accords. Mais le véritable test de la compatibilité entre la logique des APE et celle de l'OMC pourrait être présenté par l'ouverture de négociations avec l'Union européenne ou avec les Etats-Unis. Les milieux d'affaires japonais y sont ouvertement favorables, de même que les chambres de commerce européenne et américaine présentes à Tokyo. Les autorités américaines, pas plus que la Commission européenne, n'ont en revanche pas fixé de doctrine en la matière, et privilégient pour l'heure la conclusion du cycle de Doha. La conclusion d'accords de libre échange bilatéraux entre les trois premières puissances commerciales mondiales serait en effet susceptible de faire basculer le système des échanges internationaux dans un autre régime.

## CORÉE

### Vers la finalisation prochaine d'un accord de libre-échange Union-Européenne-Corée ?

L'Union européenne et la Corée négocient depuis bientôt deux ans pour parvenir à la signature d'un accord de libre-échange entre elles. Le premier tour de négociation entre la Commission européenne et la Corée s'est tenu à Séoul du 7 au 11 mai 2007. A ce jour, 7 tours ont déjà eu lieu et la finalisation de la négociation pourrait être rapide.

- **Un accord qui s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture du gouvernement coréen.**

La Corée a signé et ratifié des accords de libre-échange avec le Chili, l'AELE, Singapour et l'Asean (ALE partiel pour ce dernier). L'accord avec les Etats-Unis est toujours en attente de ratification tandis qu'elle négocie actuellement de nouveaux accords avec le Japon, le Mexique, l'Inde, le Canada et les Pays du Conseil de Coopération du Golfe. Des projets sont à l'étude sur des accords avec la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, le Mercosur, la Russie et la Turquie.

- **Des relations commerciales fortes entre l'Union européenne et la Corée**

L'UE est le deuxième partenaire commercial de la Corée derrière la Chine (près de 100 milliards d'USD en 2008, dans les deux sens), son deuxième marché d'exportations (15% des exportations coréennes, également derrière la Chine et son 3ème fournisseur derrière le Japon et la Chine. L'Europe est par ailleurs le 1er investisseur étranger en Corée, devant les Etats-Unis, avec un stock supérieur à 30 milliards d'euros.

- **Un accord de libre-échange générateur de gains importants.**

Les analystes estiment que la Corée, dont le niveau de protection tarifaire est plus élevé que l'UE, retirerait globalement un bénéfice économique plus important que l'Europe. Cette situation souligne la validité de la politique suivie par le gouvernement coréen qui considère la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux comme nécessaire pour poursuivre la modernisation de l'économie coréenne, améliorer ses performances et sa compétitivité.

Le Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) confirme que la Corée gagnerait 3,08 points de PIB sur le long terme. Un accord de libre-échange avec la Corée entraînerait une augmentation des PIB de l'Allemagne, de la France

et du Royaume-Uni de 0,1% (1,5 à 2 milliards USD par pays).

L'étude du « Copenhagen Economics » souligne, pour sa part, que les exportations européennes vers la Corée, libérées des entraves pesant aujourd'hui sur le commerce de biens et services, progresserait davantage que les exportations coréennes vers l'Europe. Les exportations de services de l'UE seraient les grandes gagnantes de cet accord puisque les services seraient responsables de 22% de la progression des ventes françaises sur la Corée, suivis par les machines (16%) et les produits transformés agricoles (11%). Dans l'autre sens, les exportations coréennes vers l'UE resteraient très spécialisées, les véhicules, les équipements électriques et le textile représentant plus de 60% de la progression des ventes vers l'UE.

- **La Commission et le gouvernement coréen ont réussi à s'accorder sur l'essentiel des points**

Si les parties sont proches de la conclusion de l'accord, quelques divergences importantes demeurent sur les questions de normes automobiles, de règles d'origine et des duty drawbacks (rabais de droits de douanes) et sur la protection des données dans le secteur pharmaceutique. Le prochain tour des négociations peut être l'occasion pour les parties d'essayer de trouver un terrain d'entente.

## Le Japon et la Corée dans la récession

### JAPON

#### Une chute du PIB plus importante que prévu :

Le Cabinet Office a annoncé, le 16 février 2009, une baisse de 3,3% (-12,7% en rythme annualisé) du taux de croissance du PIB d'octobre à décembre 2008. Il s'agit du plus important recul du PIB depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 1974, lorsque la croissance s'était établie à -3,5% (-13,1% en rythme annualisé). C'est également la première fois depuis l'éclatement de la bulle Internet en 2001 que le Japon enregistre trois trimestres consécutifs de repli de la croissance.

- **Effondrement des exportations**

Les exportations, qui constituaient ces dernières années le principal moteur de l'économie nipponne, ont diminué de 13,9% par rapport au trimestre précédent, faisant ainsi du commerce extérieur japonais le poste qui a le plus contribué à la contraction du PIB (-3 points). L'appréciation du yen, défavorable aux entreprises exportatrices, et le ralentissement du commerce international sont à l'origine de ce retournement. Selon le Ministère des Finances, le niveau des exportations en janvier 2009 a continué de s'effondrer, à -46% en glissement annuel (après -35% au mois de

décembre 2008 et -27% en novembre), ce qui ne devrait pas permettre aux entreprises japonaises, notamment dans le secteur de l'électronique et l'automobile, de résoudre leurs problèmes de débouchés. En 2008, l'excédent commercial s'est inscrit en baisse de 80%, à 2 160 milliards de yens (14 milliards d'euros), soit son plus bas niveau depuis 26 ans.

- **Resistance de la demande domestique**

Dans ce contexte extrêmement négatif, la demande domestique résiste relativement bien, en baisse de 0,3% (pour une contribution de 0,3 point à la baisse du PIB) après respectivement -1% et -0,4% au 2<sup>ème</sup> et au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008. La consommation des ménages, qui a participé pour 54% à la formation du PIB en 2008, diminue ainsi de seulement 0,4%.

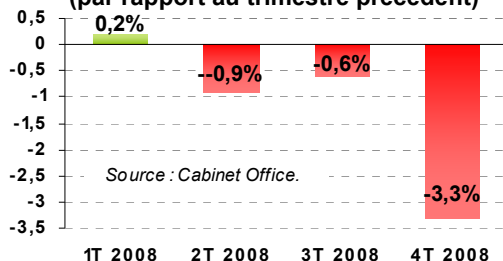
- **Baisse de l'investissement**

L'accélération de la baisse de l'investissement des entreprises (-5,3%, pour une contribution de 0,8 point à la contraction du PIB) est, quant à elle, une conséquence logique de l'effondrement de la demande extérieure et de la production industrielle, celle-ci ayant enregistré une baisse record, en glissement annuel, de 11% d'octobre à décembre

2008, en raison des mauvaises performances dans les secteurs de l'automobile, des machines outils et de l'électronique.

La croissance annuelle du PIB en 2008 enregistre sa première baisse depuis 1999 (-0,7%) et fait suite à deux années de croissance supérieure à 2% en 2006 et 2007.

## Taux de croissance du PIB trimestriel (par rapport au trimestre précédent)



### • Inflexion dans la hausse du yen

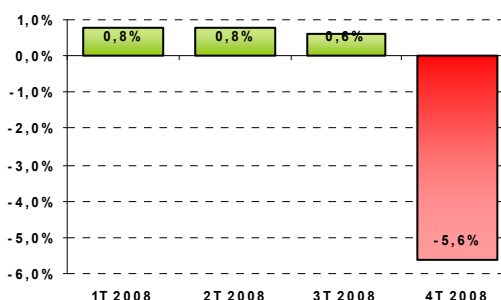
L'accélération de la dégradation de l'économie japonaise semble avoir créé une inflexion dans la hausse du yen par rapport à l'euro et au dollar. Depuis la publication, le 16 février 2009, des chiffres de la croissance du PIB, la devise japonaise s'est dépréciée de 6,3 % par rapport à l'euro et 5,4 % par rapport au dollar. En insistant sur les faiblesses du pays, tout en omettant de souligner certains de ses atouts (avance technologique dans beaucoup de secteurs, chômage comparativement modéré, système financier relativement sain...), la politique de communication du gouvernement paraît avoir également contribué, depuis quelques semaines, à faire perdre au yen son statut de « devise refuge » que lui avait conféré la crise des *subprimes* dans un contexte d'aversion croissante pour le risque et d'inquiétudes sur la solidité des systèmes financiers américains et européens. La brusque appréciation du yen face à l'euro et au dollar (respectivement +30 % et +15% depuis la faillite de *Lehman Brothers* le 15 septembre 2008) trouvait son origine dans le débouclage des *carry trades*, opérations qui consistaient à s'endetter dans une devise à faible rendement (comme le yen) et à placer les fonds empruntés dans une devise à fort rendement (comme, à l'époque, le dollar américain, les dollars australien et néo-zélandais, l'euro...).

## CORÉE

### • Croissance

Le PIB a reculé de 5,6% au quatrième trimestre 2008 (par rapport au troisième trimestre), et la croissance coréenne n'est plus aujourd'hui que de -3,4% en glissement annuel.

## Taux de croissance du PIB trimestriel (par rapport au trimestre précédent)



Source : Bank of Korea

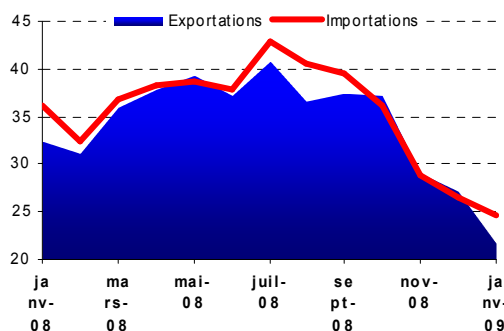
### • Effondrement des exportations

On assiste à un nouveau recul marqué des échanges, tant du côté des exportations que des importations en janvier 2009.

Les exportations, à 21,7 Mds USD sur le mois, sont au plus bas depuis février 2005. Elles sont en recul de 20% par rapport à décembre 2008, de 33% par rapport à janvier 2008 et de 38% par rapport à la moyenne mensuelle de 2008.

De la même manière, les importations reculent fortement, quoique de manière légèrement moindre. A 24,7 Mds USD en janvier 2009, elles sont en recul de 7% par rapport à décembre 2008, de 32% par rapport à janvier 2008 et de 32% par rapport à la moyenne mensuelle de 2008.

## Commerce extérieur coréen (en Mds USD)

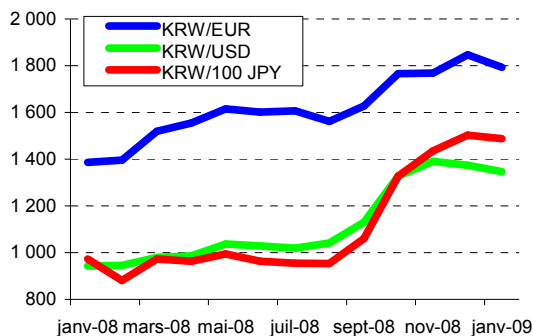


Source : Bank of Korea

### • Dépréciation du won

Le won est revenu à son niveau le plus bas depuis le pic de la crise en novembre, s'échangeant à 1516 wons pour un dollar (au 25 février 2009). En 3 semaines, il a perdu 10% de sa valeur face au dollar ce qui en fait la devise asiatique la plus faible sur cette période.

### Taux de change moyen mensuel

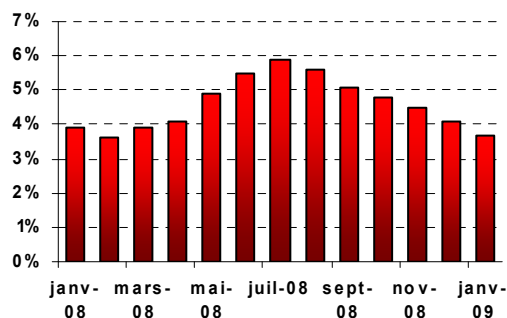


Source : Bank of Korea

### Inflation

Les pressions inflationnistes continuent de leur côté d'être en retrait rapide. L'indice des prix à la consommation n'affiche plus qu'une progression de 3,7% en janvier, contre 4,1% en décembre et 5,9% en juillet 2008. Les prix ont baissé de 0,4% sur les 6 derniers mois.

### Inflation (en glissement annuel)

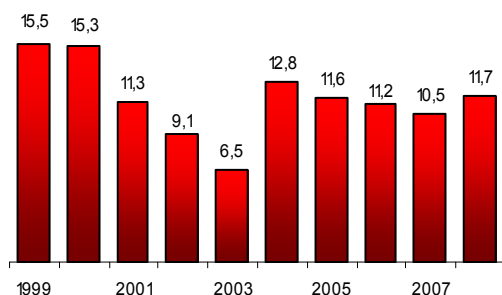


Source : Bank of Korea

### Investissements directs étrangers

Les IDE en Corée du Sud ont augmenté, pour la première fois depuis 2004, de 11,3% en 2008 atteignant 11,7 milliards de dollars. Les investissements directs américains ont chuté de 43,3% par rapport à 2007, tandis que les japonais et les européens ont respectivement augmenté de 43,7% et 46,2%.

### IDE en Corée (en milliards d'USD)

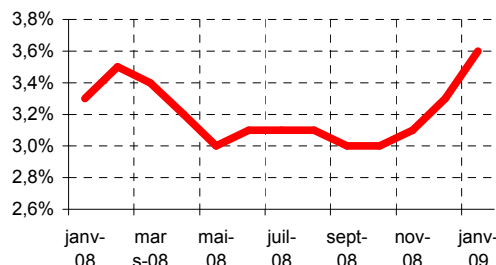


Source : National Statistical Office

### Un marché de l'emploi tendu

La Corée a perdu 103 000 emplois pour le seul mois de janvier 2009 par rapport à janvier 2008, la plus forte contraction depuis 5 ans. Le taux de chômage atteint désormais 3,6% fin janvier.

### Taux de chômage en Corée



Source : Bank of Korea

### Le secteur automobile coréen en difficulté

Le 5<sup>ème</sup> fabricant automobile coréen, Ssangyong Motor, a été placé en redressement par la justice coréenne. Le plan de sauvetage soumis à l'approbation des créanciers est attendu prochainement mais l'actionnaire majoritaire, le chinois Shanghai Automotive Industry Corp, semble ne plus souhaiter investir dans cet actif fortement déprécié. Par ailleurs, si le gouvernement pourrait injecter des liquidités pour sauver Ssangyong Motor, il a d'ores et déjà annoncé qu'il n'interviendra pas en faveur des sous-traitants. Ce sont donc 200 équipementiers, fortement dépendants du constructeur, qui sont en grande difficulté.

GM Daewoo a, par ailleurs, demandé un prêt d'urgence qui pourrait atteindre 678 millions d'USD à la Korea Development Bank. La société a déjà épuisé une ligne de crédit 1,3 milliards d'USD un peu plus tôt ce mois-ci selon la KDB. Les ventes de GM Daewoo ont plongé de 50% en 2008.

### Le transport maritime sous pression

Après la construction et les chantiers navals, c'est au tour de l'industrie du transport maritime d'être confrontée à de sérieuses difficultés. Le gouvernement coréen envisage de venir en aide au secteur au travers d'une restructuration sur le modèle de ce qui est déjà en cours de réalisation pour les secteurs pré-cités. Après la faillite de Park Road Corp. l'an dernier, c'est au tour de Samsun Logix de se placer sous la protection des autorités coréennes. Les grands du secteur sont également affectés avec des baisses notables de leurs profits, résultat du ralentissement des échanges mondiaux.

## Les prévisions de croissance au Japon et en Corée

### JAPON

#### Pessimisme des économistes :

Le FMI prévoit une contraction du PIB de 2,6% en 2009 avant une reprise à +0,6% en 2010. Le consensus des économistes du secteur privé interrogés par le quotidien économique Nikkei s'est établi à -4,1% pour l'année fiscale 2009 (avril 2009 à mars 2010), contre une croissance nulle selon le Cabinet Office et de -2% selon la Banque du Japon (BoJ).

### COREE

Le nouveau ministre des finances, M. YOON Jeung-Yun, a récemment indiqué clairement que la Corée serait en récession en 2009. La prévision officielle a été abaissée de +3% à -2% en conséquence, ce qui se rapproche des prévisions d'analystes de marché. Le FMI prévoit pour sa part -4%. La banque suisse UBS table sur une croissance de -3%, la société d'analyse financière Moody's Investors Service prévoit -2% et l'agence de notation financière Fitch Ratings -2,4%. Standard & Poor's a également revu à la baisse ses prévisions initiales sur la Corée du Sud, tablant dorénavant sur une croissance zéro.

## Des banques centrales toujours réactives

### JAPON

#### Nouvelles initiatives de la Banque du Japon (BoJ) :

- **Acquisition de *corporate bonds***

Afin de faciliter les opérations de refinancement des banques sur le marché monétaire et donc, indirectement, d'encourager le financement des entreprises d'ici la fin de l'exercice fiscal en cours (au 31 mars 2009), la BoJ a annoncé, à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire du 19 février 2009, qu'elle allait acquérir, à titre temporaire, pour un montant maximum 1 000 milliards de yens (8,6 milliards d'euros), des *corporate bonds* émis par les entreprises notées A ou plus par les agences de notation et détenus par les établissements de crédit. Cette nouvelle initiative est à rapprocher de la série de mesures adoptées récemment (élargissement de la gamme de titres pris en garantie des opérations de refinancement, achat de billets de trésorerie auprès des banques).

- **Achat d'actions**

La Banque centrale a également décidé, le 3 février 2009, de reprendre, à titre temporaire, son programme d'achat d'actions (notées BBB- ou plus) auprès des établissements financiers japonais, pour un montant maximum de 1 000 milliards de yens, dans le contexte de la dégradation attendue de leurs résultats pour l'exercice fiscal 2008. En effet, malgré un impact relativement limité de la crise des *subprime* en raison, par le passé, d'une politique d'investissement conservatrice, la chute des marchés actions a entraîné la comptabilisation de provisions à hauteur de 280 milliards de yens à fin septembre 2008 dans les comptes des six

principaux groupes bancaires japonais<sup>1</sup> afin de faire face aux moins values latentes constatées sur les portefeuilles titres. Les résultats au titre du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2008 (cf. lettre économique et financière Japon-Corée n°1) se sont inscrits en net recul par rapport à ceux enregistrés à fin septembre 2007 (-58% à 400 milliards de yens, 2,7 milliards d'euros). La BoJ a déjà eu recours, par le passé, à ce type de mesure : entre novembre 2002 et septembre 2004, elle avait acquis pour 2 000 milliards de yens (15 milliards d'euros) d'actions détenues par les banques afin d'alléger leur portefeuille titres dont le volume était considéré, à l'époque, comme excessif par rapport à leurs fonds propres compte tenu des moins-values potentielles encourues dans un contexte marqué par la baisse du marché boursier.

### COREE

#### Nouvelles initiatives de la Banque de Corée (BoK) :

- **Nouvelle baisse du taux directeur**

La banque de Corée a une nouvelle fois réduit le taux directeur de 2,50% à 2%. C'est la sixième baisse consécutive de ce taux depuis le 9 octobre 2008, date à laquelle il était de 5,25%. La baisse était largement anticipée par les analystes. La banque centrale pourrait encore baisser une fois son taux. Elle n'a pas non plus écarté la possibilité de recourir à des méthodes non conventionnelles (*quantitative easing*).

<sup>1</sup> MITSUBISHI UFG (MUFG), MIZUHO, SUMITOMO MITSUI FINANCIAL GROUP (SMFG), RESONA, SUMITOMO TRUST et MITSUI TRUST

- **La banque centrale financera 50% du fonds destiné à la recapitalisation du secteur bancaire.**

La fédération coréenne des banques et la FSC (Financial Supervisory Commission) ont annoncé le 16 février avoir trouvé un accord sur les modalités de recapitalisation du secteur bancaire par la puissance publique.

Cet accord résultera en la création d'un fonds de 15 milliards USD (20 trillions de wons) mis en place graduellement, un quart de cette somme ayant été mis à disposition dès la semaine de l'annonce de l'accord. Ce fonds sera financé à hauteur de 50% par la banque centrale et de 10% par la KDB (Korea Development Bank). Les 40 % restants devraient être financés par des investisseurs locaux ou étrangers encore non déterminés.

La KDB sera chargée de la gestion du fonds, sous la surveillance du régulateur. Les fonds seront déboursés sous la forme de prêts subordonnés d'une maturité de 3 ans et au taux de 6% (soit 70 points de base au dessus des emprunts d'Etat de même durée). Cette structure est destinée à soutenir en priorité les banques dont le ratio BRI est inférieur à 9%, cible prudentielle fixée par le régulateur. Sept banques sont aujourd'hui concernées dont Woori Bank, principale banque de dépôt du pays, qui devrait tirer 1,5 milliards d'USD sur le fonds de recapitalisation. La FSC estime que ce plan devrait permettre d'augmenter de deux points le ratio BRI moyen des banques coréennes. La contrepartie réside dans l'engagement formel des banques coréennes à reconduire l'intégralité de leurs prêts aux entreprises coréennes, arrivant à maturité au cours de l'année 2009, sauf lorsque les emprunteurs sont en situation de faillite.

## Visite de Mme Kosciusko-Morizet, Secrétaire d'Etat à la Prospective et au Développement de l'économie numérique

### JAPON

La Ministre s'est rendue au Japon, du 19 au 21 février, afin de mieux appréhender la problématique du domaine numérique dans ce pays. Un programme diversifié de rencontres, couvrant un large spectre des applications numériques au Japon, a permis à Mme Kosciusko-Morizet de s'informer de la situation du secteur et des pistes d'évolution privilégiées par l'Archipel pour favoriser sa croissance. Les divers entretiens et visites réalisés ont fourni à la Ministre de nombreux éléments de sa réflexion sur le développement des applications numériques à court et moyen terme, et leur rôle pour une sortie de crise. Elle a pu constater que le *business model* japonais n'était pas aisément transposable à l'étranger : l'innovation à marche forcée sur de nouveaux produits tient souvent lieu de prospective et la rentabilité financière n'est pas la préoccupation majeure de grands groupes qui ont avant tout une logique d'offre.

### COREE

Nathalie Kosciusko-Morizet s'est rendue à Séoul du 17 au 19 février 2009, pour son premier voyage à l'étranger, pour se rendre compte sur place de l'avance coréenne dans les nouvelles technologies et leurs usages et en rapporter des enseignements pour la France, particulièrement dans la télévision mobile personnelle (TMP). La Ministre a découvert en un jour et demi la fine fleur des produits, services et contenus coréens en matière de mobilité personnelle, de domotique, de jeu en ligne et de service public. Elle a mis en avant le succès populaire que constitue tout particulièrement la TMP même si aucun des deux modèles n'est encore rentable et a souligné la curiosité des coréens quant à ce que la France fera dans ce domaine.

## Stratégies africaines de l'aide du Japon et de la Corée du Sud

### JAPON ET COREE

Bien que leur volume d'aide soit incomparable, les politiques d'aide publique japonaise et coréenne montrent des similitudes en termes de cible régionale, privilégiant de plus en plus le continent africain. Si les difficultés que rencontre l'Afrique justifient à elles seules que de tels efforts lui soient consacrés, les questions liées aux intérêts

commerciaux et à la sécurisation, diversification des approvisionnements en ressources naturelles sont également de plus en plus soulevées. L'aide publique s'oriente donc vers un double objectif de développement des pays africains et des intérêts nationaux. Pour cela, le Japon et la Corée ont chacun développé un cadre privilégié de discussion avec les pays africains, ainsi qu'un certain nombre d'outils permettant à leur secteur privé de pénétrer le continent.

Pour la Corée, ce rapprochement vers l'Afrique a été d'autant plus important que son aide s'est développée pendant la crise asiatique de 1997. En 2002, la part respective de l'aide vers l'Asie et l'Afrique représentaient 75,4% et 2,7% pour évoluer vers un partage 32,7% / 15,7% en 2007. Côté Japon, l'Asie a concentré 43,2% du total des aides pour en 2007. Pour autant, l'Afrique tend petit à petit à devenir la zone prioritaire de destination des aides passant ainsi de 10% au début des années 1990 à 22% du total de l'APD en 2007.

- **Cadre et outils au service du renforcement des aides à l'Afrique**

Afin d'appréhender le continent dans sa globalité, le Japon a mis en place un forum privilégié de discussion, la Tokyo International Conference on African Development (TICAD) depuis 1993. Sur le même modèle, la Corée organise la Conférence

pour la Coopération Afrique-Corée (KOAFEC) depuis 2006. L'initiative africaine du gouvernement coréen, lancée en 2005, a également permis de tripler l'aide vers l'Afrique en augmentant son soutien par l'intermédiaire de l'EXIMBANK à hauteur de 8 milliards d'Euros sous forme d'appui au développement, au financement et à l'investissement.

- **Développer les intérêts nationaux en Afrique via l'aide publique au développement**

Si le Japon a pratiquement abandonné l'usage de l'aide liée (environ 2%), l'aide bilatérale de la Corée du Sud est liée ou partiellement liée à 98%, politique que le gouvernement semble vouloir poursuivre malgré les critiques de la communauté internationale.

## Séminaire à Paris, le 10 juin 2009, sur la réussite de l'acquisition et de la post-acquisition d'une entreprise japonaise

### Témoignages d'entreprises – Débat – Rendez-vous individuels, organisé à UBIFRANCE – Paris, le 10 juin 2009 (9h – 16h)

*Un partenariat entre les Conseillers du Commerce Extérieur de la France (section Japon), UBIFRANCE, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Japon, l'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industries, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, le JETRO.*

Durant cette rencontre, des dirigeants français ayant fait des acquisitions sur le sol nippon et des spécialistes en « fusions et acquisitions » expliqueront au cours de trois panels successifs : Pourquoi acquérir une entreprise sur le marché japonais ? Comment réaliser l'acquisition et la due diligence ? Comment réussir la phase essentielle de la post-acquisition ?

Pour tout renseignement :

[louis-michel.morris@missioneco.org](mailto:louis-michel.morris@missioneco.org),  
[philippe.bardol@missioneco.org](mailto:philippe.bardol@missioneco.org)

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique.

Contact : [tokyo@missioneco.org](mailto:tokyo@missioneco.org) / [seoul@missioneco.org](mailto:seoul@missioneco.org)

#### Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES ET DE L'EMPLOI

#### Auteurs :

Mission Economique de Tokyo  
Adresse : Masonic 39 Mori Bldg., 12F., 2-4-5  
Azabudai, Minato-ku, Tokyo 106-0041, JAPON

Mission Économique de Séoul  
Samheung Bldg. 8th Fl., 705-9,  
Yeoksam-dong, Gangnam-gu,  
135-711, Seoul, COREE DU SUD

Date de parution : 27 février 2009